

# 6<sup>e</sup> Plenum du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Moscou, du 17 février au 15 mars 1926

## Trois interventions de Boukharine<sup>1</sup>

1

8<sup>e</sup> séance

### Discours de Boukharine

BOUKHARINE (Russie) : Je tiens à faire quelques remarques les unes d'ordre général, les autres relatives aux discours entendus ici. Je toucherai aussi plusieurs questions de principe, principalement, parce qu'elles ont été soulevées dans le discours de Bordiga, sous une telle forme qu'elles ne peuvent être laissées sans réponse.

Tout d'abord une remarque générale : la nécessité d'analyser la situation objective. Du point de vue marxiste, il est clair que nous devons donner à notre politique une base scientifique. Notre politique doit se baser sur l'analyse de la situation objective. Cette analyse est le point de départ de notre tactique. Zinoviev a eu raison d'indiquer, dans son discours, deux perspectives éventuelles de développement révolutionnaire. Il est clair qu'ayant devant

---

<sup>1</sup> **Source** : *La Correspondance Internationale*, en 1926, a publié trois interventions de Boukharine au 6<sup>e</sup> Plenum du CEIC, réuni à Moscou du 17-02-1926 au 15-03-1926.

Le *protokoll* en allemand et en russe de l'ensemble du 6<sup>e</sup> Plenum du CEIC apparaît chez W. Hedeler aux n°1295, 1299 et 1479.

La première intervention est celle de la 8<sup>e</sup> séance, le 25-02-1926, au cours de la discussion du rapport de l'Exécutif présenté par Zinoviev. On la trouve dans *La CI*, n°35, 17 mars, pp. 328-332 (WH 1296, dans *Die Rote Fahne*, et 1301, dans *IPK*, en allemand).

La deuxième intervention est un rapport de Boukharine au nom de la Commission allemande du 6<sup>e</sup> Plenum (19<sup>e</sup> séance). On la trouve dans *La CI*, n°51, 23 avril 1926, pp. 493-494 (WH 1346 et 1360, dans *L'internationale communiste*, en russe et en allemand).

La troisième intervention est le discours de clôture du débat sur la question allemande en séance plénière (20<sup>e</sup> séance). On la trouve dans *La CI*, n°53, 26 avril 1926, pp. 520-523 (WH 1295, 1299 et 1479, dans les *protokoll* complets du 6<sup>e</sup> Plenum).

nous deux perspectives, nous devons nous efforcer, en tant que facteur subjectif de l'Histoire, de réaliser la plus révolutionnaire des deux. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais il y a deux méthodes, foncièrement différentes, de lutte pour cette perspective révolutionnaire. La première est la méthode marxiste, elle consiste à adapter à la réalité concrète notre lutte pour la perspective révolutionnaire, à prendre la réalité telle qu'elle est, même si elle est défavorable. L'autre méthode est celle de Bordiga, qui fait complètement abstraction de la situation et se contente d'affirmer que nous sommes des révolutionnaires et que nous devons combattre pour la Révolution. Quant à l'analyse marxiste de la situation objective et à la tactique qui en découle, elle est, chez Bordiga, complètement absente. Ce n'est pas un hasard *si*, dans son long discours, nous n'avons pas entendu un seul mot sur les indices spécifiques de la situation actuelle. Cela ne lui importe guère car il considère tout d'un point de vue général et abstraitement révolutionnaire et se contente de conjuguer le verbe « faire la révolution ». Inutile de dire que cette méthode conduit à rendre notre tactique vulgaire, ce qui n'a rien de marxiste.

#### *SUR L'APPLICATION MECANIQUE DE L'EXPERIENCE RUSSE*

La seconde remarque est la suivante : Bordiga proteste que quelques camarades, qui n'existent, peut-être, que dans sa propre imagination, transportent mécaniquement l'expérience de la révolution russe dans le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Cet argument n'est pas nouveau, nous l'avons entendu, il y a déjà longtemps, de tous les éléments non-marxistes, ou d'un marxisme douteux. (*Exclamations* : Très juste !) Ainsi le renégat Paul Lévy a fait des objections semblables en 1921. Il prétendait que nous appliquons mécaniquement l'expérience russe à l'Europe Occidentale. Si Bordiga disait seulement qu'il est inadmissible de transporter mécaniquement l'expérience russe dans l'Occident, il aurait raison. Nous protesterions tous si on s'avisait de greffer mécaniquement l'expérience purement russe au mouvement ouvrier d'Occident. Il est clair que le léninisme ne consiste pas en des recettes toutes faites, mais en une méthode qui doit être appliquée conformément aux particularités de chaque pays et de chaque période. Mais quels sont ces traits spécifiques particuliers, originaux, du développement du mouvement ouvrier d'Europe Occidentale, comparé à celui du parti et de la classe ouvrière russes ? Comment Bordiga traite-t-il cette question ? Il dit qu'en Russie, avant la Révolution, il y avait un régime tsariste-féodal, et qu'il n'en est pas de même en Occident. La Révolution de février a détruit tout l'appareil d'Etat féodal, tandis qu'en Occident, l'appareil d'Etat n'a pas été détruit ou disloqué. En elle-même, cette observation de Bordiga est juste, de même que sa remarque que les Gouvernements de Bloc des Gauches ne sont pas des gouvernements Kerenski. Mais il bataille contre un ennemi

imaginaire. Qui de nous affirme que le gouvernement du Bloc des Gauches en France est un gouvernement Kerenski ?

Traitant des particularités du mouvement ouvrier d'Europe Occidentale. Bordiga lui-même oublie un fait de la plus haute importance. Il oublie qu'un des traits spécifiques, qui a pour nous une importance théorique et pratique, c'est qu'il existe en Europe Occidentale de puissants et même parfois de formidables partis et syndicats social-démocrates. C'est pourquoi l'évolution du mouvement ouvrier y est différente de ce qu'elle a été en Russie. Bien entendu, ce phénomène est en connexion avec le caractère impérialiste de la plupart des Etats d'Europe Occidentale, qui alimente la mentalité social-démocrate de la classe ouvrière. C'est l'expression d'une certaine solidarité d'intérêts entre quelques catégories de la classe ouvrière et la bourgeoisie, solidarité sur la politique impérialiste. Telle est la base des puissants partis ouvriers et syndicats opportunistes, piliers les plus fermes du régime capitaliste. Nous n'avons rien eu de semblable en Russie et c'est pourquoi, je l'affirme et le souligne, notre classe ouvrière et notre parti ouvrier, le parti communiste, ont évolué quelque peu différemment. Il est inadmissible de négliger un fait aussi important en analysant les particularités du mouvement ouvrier occidental. Or, Bordiga voulant insister sur ces particularités, afin de protester contre l'application mécanique de l'expérience russe, ne remarque pas ce fait cardinal.

Qu'est-ce qui résulte de cette particularité du mouvement ouvrier en Europe Occidentale ? La nécessité de la tactique du front unique. Dans l'histoire de notre parti, il nous est aussi arrivé d'appliquer dans certains cas et dans une certaine mesure la tactique du front unique. Mais jamais sur une vaste échelle. Pourquoi ? Parce que tout notre développement avait un autre caractère. Parce que nous n'avions pas de grand parti social-démocrate, ni de grands syndicats social-démocrates. Contre quoi, pratiquement, s'élève Bordiga ? Précisément contre la tactique du front unique, tactique spécifique que nous déduisons rigoureusement de la marche du mouvement d'Europe Occidentale. Voilà le sens pratique de la lutte du camarade Bordiga contre l'« application mécanique de l'expérience russe ».

En elle-même, la protestation contre la possibilité d'une application mécanique de l'expérience russe au mouvement occidental est juste. Mais le sens pratique de la protestation qu'élève Bordiga est faux et ridicule. Nous pouvons *tourner les* arguments de Bordiga contre lui-même car c'est lui qui rejette les déductions qu'imposent les particularités du mouvement occidental et nie la nécessité de la tactique du front unique qui en découle.

## *LES MANŒUVRES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE*

Je passe à l'analyse de la situation actuelle. Il est incontestable qu'à une période de tourmente a succédé presque partout en renforcement relatif de la bourgeoisie. Je ne répéterai pas ce qu'a dit Zinoviev sur le caractère relatif de la stabilisation du capitalisme. Nous sommes tous d'accord dans notre appréciation de la situation et lorsque Neurath déclare que l'on ne remarque aucune stabilisation en Tchécoslovaquie, c'est inexact. Car le contraire de la stabilisation est une vague révolutionnaire, une situation révolutionnaire. *Or*, nous ne voyons rien de tel en Tchécoslovaquie. La stabilisation relative du capitalisme implique une stabilisation conditionnelle des partis et des syndicats social-démocrates.

Durant une certaine période, nous avons eu, nous aussi, affaire à un renforcement de la social-démocratie.

D'autre part, la relativité de cette stabilisation s'exprime par le déplacement à gauche de la classe ouvrière et différents changements dans les syndicats et les partis social-démocrates eux-mêmes. Nous voyons comment les traits fondamentaux de la situation économique et politique actuelle se répercutent sur l'évolution du mouvement ouvrier. Le recul de l'Europe devant l'Amérique se reflète par un tournant à gauche du mouvement ouvrier européen et un tournant à droite du mouvement ouvrier américain. De là les tentatives de l'Internationale d'Amsterdam et des partis social-démocrates de contrebalancer le mouvement à gauche de la classe ouvrière d'Europe Occidentale en attirant à Amsterdam les chefs réformistes des syndicats américains et en renforçant leur influence au sein d'Amsterdam. La pénétration du capital américain en Europe a provoqué un mouvement à gauche de plus en plus rapide de la classe ouvrière européenne, et il n'est pas étonnant que, précisément en Angleterre, pays où le recul devant l'Amérique est particulièrement net, nous observons cette radicalisation des trade-unions qui a une portée historique mondiale. A cela s'ajoute l'influence exercée par le renforcement de la Russie des Soviets dont le développement et l'évolution vers le socialisme font une brèche dans la stabilisation.

Telle est la situation générale. Naturellement, les partis bourgeois et social-démocrates entreprennent des manœuvres contre ces processus dans le mouvement ouvrier. Ils s'efforcent de les paralyser pour empêcher qu'ils ne profitent aux partis communistes. J'estime que l'Exécutif élargi doit consacrer une attention particulière aux manœuvres que déploient dans ce sens les chefs social-démocrate de gauche. Zinoviev, dans son discours, a fait à ce sujet des remarques très justes. Je tiens à mentionner une toute nouvelle tendance, à savoir tendance de « gauche » de la social-démocratie autrichienne, exprimée notamment par Otto Bauer. Il existe déjà tout un ensemble de propositions tendant à établir une collaboration économique

étroite entre les institutions économiques russes et les coopératives de la classe ouvrière autrichienne. Cette collaboration est réalisable dans une certaine mesure. Mais déjà apparaissent des théories d'après lesquelles on pourrait, par de telles méthodes, rendre inutile, en Autriche, la Révolution, c'est-à-dire, réaliser pacifiquement, sans Révolution, la production socialiste en Autriche avec l'aide économique de la Russie des Soviets. On dit déjà que puisque la coopération ouvrière autrichienne devient de plus en plus forte, les ouvriers autrichiens seront en état d'exercer un contrôle réel sur la production sans Révolution, sans dictature du prolétariat sans aucun sacrifice. Dans un journal anarchiste, nous avons trouvé les lignes suivantes au sujet de ces plans.

« Tout dépend maintenant de la Russie ; si elle est véritablement disposée à nous aider, nous réaliserons des conditions nous permettant de contrôler notre production Mais la Russie a, à l'égard de l'Autriche, une politique aussi impérialiste que l'Amérique. La Russie des Soviets est une entrave, elle joue un rôle contre-révolutionnaire. »

On entend de plus en plus souvent de semblables arguments parmi les plus authentiques opportunistes, car ils veulent non pas faire la Révolution, mais résoudre pacifiquement avec notre aide les problèmes de la Révolution. Plus d'une tentative sera encore faite dans ce sens ; la social-démocratie se servira encore maintes fois de cette arme.

Les délégations ouvrières revenues de l'URSS annoncent la renaissance de la vie économique. Les cercles opportunistes en déduisent que la Russie doit aider à faire la Révolution sur cette manœuvre des social-démocrates, manœuvre qui joue objectivement un rôle contre-révolutionnaire

#### *LA LUTTE CONTRE LA DROITE*

De la situation actuelle, nous tirons deux tâches essentielles pour nos partis :

- 1) Le front unique.
- 2) L'action dans les syndicats.

Cette affirmation est déjà devenue un lieu commun, mais ces tâches restent d'actualité. Elles sont déterminées par la situation et les modifications qui s'y accomplissent. Après une période de batailles, alors que commence la stabilisation relative, elles sont apparues comme les questions fondamentales du mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale. Comme tout mouvement tactique, ces objectifs et l'action qu'ils nécessitent, révèlent des dangers éventuels pour notre parti. Je dois rappeler que le revirement, tactique, le cours nouveau de l'Internationale Communiste a déjà été accompagné de coups très cruels assés à la droite. Nous l'oublions trop souvent. Rappelons que l'IC commença par la lutte contre les déviations de droite la première phase de la tactique du front unique. Fin 1923, les tranmaelistes

norvégiens ont été expulsés de l'Internationale. (Ils constituent maintenant le parti ouvrier de Norvège.) Au V<sup>ème</sup> Congrès, nous avons énergiquement combattu la droite du parti allemand et le groupe Brandler ; nous avons combattu avec non moins d'énergie la droite polonaise ; en Suède, nous avons exclu Hoeglund et ses partisans, nos ex-camarades : nous n'avons pas reculé devant une scission dans le parti communiste suédois. Le parti russe a exclu Balabanova. Voilà des faits indéniables. Ce sont différentes manifestations de la lutte contre La droite. Au précédent Exécutif élargi, nous avons exclu de l'Internationale Communiste tout un groupe de droite du parti tchécoslovaque, Boubnik en tête. Nous avons exclu aussi les droitiers français : Souvarine, Rosmer, Monatte, etc.... Si vous n'oubliez pas ces faits, vous serez contraints de reconnaître que l'IC a réprimé vigoureusement le danger de droite dès le *début* du changement de son orientation tactique. Elle s'est débarrassée des éléments nettement opportunistes, dont certains ont déjà ouvertement passé dans le camp de nos ennemis et forment même leur propre Internationale, dirigée par Balabanova. Il est évidemment cocasse de voir Balabanova dans le rôle de « chef » du prolétariat international, mais nous ne devons pas oublier un seul instant le fait que l'aile droite qui existait dans l'Internationale Communiste en a été expulsée. Cette lutte était-elle juste ou non ? Elle était absolument juste. Les faits ont prouvé que l'IC a eu raison d'exclure ces éléments. Les tranmaelistes mènent maintenant une lutte effrénée contre l'IC et contre l'URSS. Hoeglund — comme Zinoviev l'a fait remarquer — est maintenant le rédacteur des œuvres de Branting. Il est devenu un vrai social-démocrate. Balabanova fréquente les socialistes-révolutionnaires russes. Souvarine et consorts mènent contre nous une lutte nettement contre-révolutionnaire. Ainsi, toute une série de faits ont confirmé la justesse de notre façon d'agir et en discutant nos tâches, nous ne devons pas oublier que la physionomie de l'Internationale Communiste a quelque peu changé, qu'elle n'est plus la même qu'avant nos combats contre le danger de droite. Reste-t-il encore dans l'IC, après tout cela, des éléments de droite, des déviations de droite ? Certainement. Nous en aurons encore pendant longtemps. Nous aurons toujours dans l'IC des déviations de gauche et de droite, ou, du moins, durant toute une époque. Pourquoi ? Parce que ces déviations trouvent objectivement un aliment dans le mouvement ouvrier et par conséquent, dans l'IC. Il existe encore un certain danger de droite qui est même prépondérant dans plusieurs partis. Existe-t-il, par exemple, un danger de droite dans notre parti allemand ? Oui ; Faut-il le combattre ? Evidemment ! En considérant les événements récents dans le parti français, on se rend bien compte que le danger central y est à droite. La récente lettre de quelques membres du PCF qui ont adressé avec Souvarine une déclaration à l'IC, montre nettement que le danger est assez grave, qu'il apparait au premier plan. Je pense aussi que des

dangers de droite existent sous une forme latente dans d'autres partis. Mais en France ce danger est devenu menaçant, il saute aux yeux. Dans d'autres partis, il est moins saillant, il est caché. Mais à un tournant de la situation, ou si l'on néglige la lutte contre eux, il peut réapparaître. Je ne doute pas, par exemple, qu'en Allemagne, avec la crise actuelle du Parti, certains éléments de droite font déjà le projet de prendre en main le gouvernail. Nous devons voir ce danger, et le voir à temps si nous voulons le combattre avec succès.

#### *LES DANGERS D'EXTRÊME-GAUCHE*

D'autre part, il y a aussi des dangers d'extrême-gauche. Quel en est le principal symptôme ? Nous pouvons le caractériser de la façon suivante : incompréhension du problème de la conquête des masses et des objectifs tactiques, c'est-à-dire du front unique et de l'action énergique dans les syndicats. Dans la mesure où elle peut avoir une théorie, cette tendance trouve une excellente base dans le discours de Bordiga.

Bordiga n'est pas un dialecticien, il est un pôle immobile dans le mouvement ouvrier. Il fera toujours les mêmes discours, étayés des mêmes arguments, quelle que soit la marche de l'Histoire universelle. L'application mécanique des méthodes et moyens de combat qui étaient justes dans une période de batailles et qui le redeviendront dans une période directement révolutionnaire, l'application mécanique de ces méthodes et moyens de combat dans une toute autre situation, — voilà la faute et le trait caractéristique de l'extrême-gauche.

Ces camarades appliquent les anciennes méthodes à la période actuelle, où il n'y a pas de situation directement révolutionnaire, et les appliquent comme par le passé à des questions comme celles de l'attitude envers la social-démocratie, les ouvriers social-démocrates et les adhérents des syndicats opportunistes, envers les revendications partielles, etc.... On peut affirmer que durant la dernière période l'état d'esprit d'extrême-gauche a été assez répandu. De nombreux partis, et non des moindres, ont été contaminés par les fautes extrême-gauchistes et ont appliqué dans la situation nouvelle les méthodes de la période précédente. Ils ne remarquaient pas les faits nouveaux, originaux, ils ne comprenaient pas les changements qui s'étaient opérés dans l'histoire européenne contemporaine.

A ce sujet, je donnerai quelques exemples. En Allemagne au moment du congrès de Francfort, le fait le plus intéressant était la désertion en masse des syndicats. Ruth Fischer disait hier que c'était par crainte des masses qu'une fausse tactique a été appliquée. Elle déclara que la lettre du CE de l'IC au congrès de Francfort proposait une tactique juste. Mais je rappellerai à nos camarades qu'en ce temps là. Ruth Fischer exigeait du rédacteur de *l'Inprekorr*, que la lettre ne fût pas publiée. Au Congrès de Francfort, la situation devint telle que la délégation du CE de l'IC se heurta à un refus catégorique d'examiner la question du

front unique et la question syndicale.

A l'heure actuelle, tous les groupements reconnaissent que notre intervention d'alors était juste. Je cite cet exemple pour montrer qu'il est difficile, même pour les meilleurs partis, de reconnaître ce qu'il y a de nouveau dans chaque situation. Ce n'est que sous la pression constante de l'IC que nos partis frères ont reconnu la justesse de cette tactique qui était liée avec les faits nouveaux du mouvement ouvrier.

Autre exemple, datant du V<sup>ème</sup> Congrès. A cette époque nous avons discuté pour la première fois la question de l'unité syndicale sur un plan international. Même les délégations de meilleurs partis avaient soulevé contre le parti russe l'accusation que la formation du comité anglo-russe partait du point de vue des nécessités d'Etat de l'URSS. Nous avons combattu cette conception, d'abord sans succès. Ce n'est que peu à peu que les camarades ont compris la justesse de notre point de vue. Même dans la délégation allemande, tous étaient contre nous et l'on nous accusait formellement de trahir un peu l'IC pour les besoins de l'Etat russe. (*Rires.*) Maintenant tout le monde, même l'extrême-gauche, reconnaît la justesse de notre ligne d'alors. Ce cas caractérise le développement de la classe ouvrière d'Europe occidentale.

Prenons la Pologne. En Pologne, nous n'avons rien fait sur le terrain politique en faveur du front unique. L'action dans les syndicats était presque entièrement abandonnée, presque toutes les positions syndicales étaient occupées par les gens du PSP. Nous n'avions plus que de petits syndicats sans importance dans le mouvement ouvrier. L'incompréhension du problème de la conquête des masses provoqua des tendances erronées dans la question paysanne. Ainsi, Dombal affirmait que le mouvement révolutionnaire des paysans en Pologne ne signifiait rien moins que l'anarchie. Il semblait adopter la vieille plate-forme de l'ordre dans l'Etat

Si nous considérons l'Italie, nous constatons l'incompréhension des objectifs du parti, là où le bordiguisme avait pris de l'influence.

Faisant le bilan des interventions de l'IC et de nos efforts pour rectifier la ligne des différentes sections, nous obtenons le tableau suivant : en Angleterre, nos succès sont assez grands : résultat de la tactique juste de soutien du mouvement de gauche dans les syndicats.

En Allemagne, l'adoption de la lettre ouverte par le parti marque le tournant après lequel le parti a commencé à se développer. Naturellement, je suis bien loin d'attribuer la croissance du parti allemand seulement à la Lettre du CE de l'IC. Ce serait une exagération. Il y eut aussi des modifications dans la situation économique et politique, dans les rapports de classes, une orientation différente de toute la classe ouvrière, etc. ... Mais il n'est pas douteux

que la Lettre de l'IC a été, entre autres facteurs, un élément très important de la résurrection du parti allemand.

En général, l'amélioration au sein de l'IC et les succès de ses sections sont liés à l'application juste de la tactique du front unique, avec la campagne pour l'unité syndicale, avec les délégations ouvrières venues en Russie. Ce sont là des faits qu'il faut savoir apprécier.

#### *LE « REPENTIR » DE L'EXTREME-GAUCHE*

Je passe aux problèmes qui se sont posés au présent Exécutif élargi. Ce que les camarades d'extrême-gauche nous demandent aujourd'hui, c'est l'amnistie générale. Tous sont d'accord avec les thèses et les conclusions de Zinoviev. Tout va donc pour le mieux et il n'y a plus de danger. A cet égard, je suis sceptique, et je crois avoir d'excellentes raisons pour cela. Scholem, qui représentait tout un groupe, dit que les perspectives et la lettre ouverte de l'IC sont justes, que des fautes grossières ont été commises dans leur application, et c'est pour cela qu'il a rejeté La lettre. Tout d'abord, je dois constater que les expressions citées ici par Scholem n'existent pas dans la lettre ouverte. Nul n'a affirmé que Scholem ou Rosenberg sont des éléments vendus à la bourgeois. Vous nous appréciez mal, camarade Scholem, si nous avons dit que vous étiez vendus à la bourgeoisie, vous ne vous trouveriez pas dans cette salle.

Mais considérons cette question du point de vue de la « grande politique ». Il y eut intervention de l'IC qui publia un document important unanimement reconnu comme juste. Scholem affirme que la ligne générale en est juste. Mais en quoi consiste la ligne d'organisation ? Dans la démocratie intérieure du Parti. Rien à dire contre cela. Scholem est naturellement pour cette démocratie, par conséquent la ligne d'organisation est également juste. Mais quelques passages de ce document ne plaisent pas à Scholem et à Rosenberg ; c'est pourquoi ils combattent contre la ligne politique juste, la ligne d'organisation juste. La Lettre ouverte a été une épreuve pour chaque groupement du PC allemand. Dans le parti allemand, toute la lutte intérieure se déroulait sur cette question : pour ou contre la Lettre ouverte. Et où étaient ces camarades ? Eux, qui prétendaient être les chefs du parti, se sont trouvés dans le camp des ennemis de la Lettre ouverte, c'est-à-dire des ennemis de la ligne politique et d'organisation proposée par l'IC. Admettons qu'ils n'aient pu se solidariser avec certaines expressions, Mais ils sont des hommes politiques et non pas des enfants qui disent : ce mot me plaît, et cet autre ne me plaît pas. Qu'est-ce qui importe le plus ? Ces quelques mots, ou bien la ligne politique ? C'est ainsi qu'il faut poser la question. Ils donc sacrifié la ligne politique et d'organisation juste. Pourquoi cela ? Pour le prestige, ou autre chose ? Comment un homme politique sérieux peut-il s'orienter sur quelques mots et sacrifier le

principal : la ligne politique et l'organisation ? N'est-ce pas comique ?? Cela serait comique si l'on admet que ces camarades étaient véritablement partisans de cette ligne. Mais en réalité, ils étaient contre elle et les expressions n'étaient qu'un prétexte pour la combattre. Si ce sont de vrais hommes politiques, la seule raison plausible de leur conduite est qu'ils étaient tout à fait *contre* cette ligne. Chacun sait que les adhérents du parti et les grandes masses ne s'orientent pas d'après des subtilités, des nuances ; les masses voient le fait essentiel : qui est pour et qui est contre la Lettre ouverte. Et un fait est certain, c'est que Scholem et Rosenberg ont été presque les seuls adversaires de la Lettre ouverte.

Passons maintenant au groupe Ruth Fischer- Maslow, Ruth Fischer, dans son discours, a décrit de la façon suivante les événements : « J'ai lu la Lettre ouverte, on y disait plusieurs choses désagréables, mais la ligne générale en était juste. J'ai donc signé la Lettre sur le champ et j'étais prête à l'appliquer avec la plus grande énergie ». Mais cela ne correspond nullement à la réalité. Il y a eu une longue lutte entre l'Exécutif de l'IC et Ruth Fischer. D'abord, elle ne voulait pas venir. On envoya un télégramme, puis un second. Ruth Fischer organisa divers groupements contre nous. Enfin, elle vint à Moscou et résista de toutes ses forces. Nous discutâmes jour et nuit. En fin de compte, lorsque tous les camarades furent d'accord avec nous, Ruth Fischer capitula bravement. (*Rires*)

Cette lutte s'est développée ainsi : la première délégation envoyée par Ruth Fischer est venue chez nous avec le plan de désavouer le représentant de l'Exécutif, afin de faire une démonstration contre l'IC. Nous avons convaincu ces camarades et renvoyé une partie d'entre eux en Allemagne. C'est alors qu'arriva une seconde délégation. Nous avons conquis celle-là aussi, de sorte que Ruth Fischer a perdu jusqu'au dernier homme de son armée, et maintenant elle vient nous dire : Je reconnus immédiatement la justesse de la Lettre et je la signai. Non, camarade Ruth, vous avez été cernée de tous côtés, et c'est pourquoi, vous l'avez signée. Quand quelqu'un signe dans **de** telles conditions, nous avons bien le droit de conserver une certaine dose de scepticisme. Je ne suis pas au courant de toutes les lettres que la camarade Ruth écrit ou reçoit, sa façon de recevoir la Lettre du CE de l'IC justifie suffisamment cette dose de scepticisme. Nous avons déjà eu dans le passé des faits de ce genre : des camarades signaient et acceptaient tout, mais la réalité était quelque peu différente. Que nous reste-t-il à faire ? Il nous reste à obtenir que ces camarades surmontent jusqu'au bout leurs fautes idéologiques ou bien à les battre jusqu'au bout. Montrez-moi par des actes que vous avez surmonté vos fautes.

Quelques camarades ont dit ici n'avoir commis que quelques fautes isolées. Domski a dit : C'était une suite de fautes, mais pas une ligne. (*Domski: C'était une ligne !*)

Et cette ligne, l'avez-vous abandonnée ? (*Domski*, après un silence : oui !)

Après une certaine réflexion, Domski a répondu oui. Mais ce « oui » nous incite aussi à quelque réflexion. Je crois en effet que c'était toute une conception d'extrême-gauche, et le seul homme qui ait véritablement montré du caractère, c'est Bordiga, mais non les camarades Domski et Ruth Fischer.

### *LES ERREURS DE BORDIGA*

Bordiga nous a effectivement exposé des conceptions formant tout un système dont découle la ligne d'extrême-gauche. Il n'a nul penchant pour la comptabilité en partie double et a honnêtement exposé son point de vue.

Quelle est l'erreur de Bordiga ?

Il affirme que la tactique du front unique a été faussée par l'IC. Malheureusement, il n'a pas exposé comment. S'il avait donné des preuves, cela aurait été très intéressant. Une discussion aurait pu s'ouvrir sur ce terrain. Mais si on affirme que la tactique dégénère, sans dire comment, nous ne pouvons discuter sur de telles assertions.

Bordiga a longuement parlé des thèses de Zinoviev sur la bolchévisation. Il a affirmé que toute la bolchévisation se réduit à des questions d'organisation C'est absolument faux. Et lorsque Bordiga donne sa seconde thèse : « Le problème de la Révolution n'est pas un problème de formes d'organisation, ce n'est pas l'organisation, mais la politique qui décide », cette façon de traiter la question est fautive également. Il veut opposer des choses qui ne sont nullement contradictoires. Vous ne pouvez faire triompher la Révolution sans organisation et si l'organisation n'a pas une politique révolutionnaire, vous ne pouvez pas non plus remporter de victoire révolutionnaire, l'un et l'autre se tiennent étroitement. Ceci est expliqué en détail dans les thèses. Vous voyez combien l'argumentation de Bordiga est peu logique et non marxiste

Bordiga a critiqué les formes d'organisation de l'IC. Si les formes d'organisation ne sont rien, pourquoi consacrer les 3/4 de votre discours au problème d'organisation ? Parce qu'il n'a aucune importance ?

Bordiga a dit : les formes d'organisation ne sont pas importantes. Mais, d'après lui, pour le parti italien, la forme d'organisation de la cellule a tant d'importance qu'elle ruine tout le parti. Or, si la forme d'organisation n'est rien, comment peut-elle ruiner un parti ? En parlant d'une négation, vous êtes forcé de conclure que la forme d'organisation est quand même quelque chose. Votre thèse sur la forme d'organisation contredit tout votre discours.

Comment Bordiga critique-t-il la cellule ? Ercoli a déjà parlé à ce sujet. Bordiga voit dans le *labourisme* le danger pour tous nos partis, et c'est une erreur. Nos partis se

réorganisent et, du point de vue de Bordiga, le plus grand danger est le *labourisme* et l'oubli des tâches politiques de l'IC. J'estime qu'il existe dans nos partis un autre danger. C'est la liaison insuffisante des revendications immédiates avec les objectifs de notre mouvement. Jusqu'à présent, nous n'avons pas été en état de rapprocher de nous, autant qu'il le faudrait, les masses.

Bordiga déclare : s'il y avait des cellules en Russie, c'est qu'elles n'y étaient pas dangereuses. Pourquoi ? Parce que les objectifs politiques étaient posés, de l'avis de Bordiga, par l'histoire même. Mais peut-on croire que l'histoire existe en dehors de la société humaine ?

L'oppression politique pesait si lourdement sur la classe ouvrière qu'elle posait elle-même les problèmes politiques. Ce que Bordiga dit là équivaut à éliminer complètement la perspective révolutionnaire. Car si nous affirmons que les ouvriers de l'Europe Occidentale ne sentent pas les grands problèmes de la vie ou les sentent insuffisamment, nous devons alors rayer purement et simplement toute perspective révolutionnaire. Je crois que Bordiga voit la situation actuelle à travers des lunettes opportunistes. Dans une période de stabilisation si précaire, au moment où nous avons la Révolution en Chine, un mouvement des masses à gauche en Angleterre, deux guerres coloniales, etc., affirmer que la politique n'intéresse pas les ouvriers est absolument faux. C'est calomnier la classe ouvrière que de dire cela. Un fait caractéristique, dans tous les pays, est que de grandes masses entrent dans la vie politique active. Les problèmes politiques sous diverses formes: questions fiscales, crises financières. le problème de la Russie des Soviets, se posent devant les ouvriers. Sous des aspects différents, peut-être : les ouvriers social-démocrates les voient d'une façon, les ouvriers communistes, d'une autre, les sans-parti, d'une autre encore ; les ouvriers anglais les voient sous un aspect, les ouvriers allemands sous un autre, etc. Mais affirmer que ces grandes questions laissent indifférente toute la classe ouvrière serait faux et absolument opportuniste. Seuls des social-démocrates peuvent dire cela. Si vous dites que l'on constate un grand essor du capital, une renaissance du capitalisme, une ère de prospérité et que, pour cette raison, l'ouvrier, recevant un morceau de pain de plus, ne s'intéresse pas aux grandes questions politiques. — eh bien, ce n'est nullement notre perspective, c'est une perspective social-démocrate. La déduction de ce que dit Bordiga serait la négation complète de la perspective révolutionnaire.

J'en arrive aux questions intérieures des partis, à la discipline, etc. Il n'est pas bon de transporter mécaniquement les méthodes, russes, comme cela s'est peut-être observé dans quelque partis, je ne peux pas le nier. Mais pourquoi avons-nous affirmé et affirmons-nous encore qu'il nous faut des partis ayant une discipline de fer ? Parce que nous nous orientons

vers la guerre civile. Toutes les tendances en dehors du parti communiste n'ont pas une telle perspective. Elles la nient. Les syndicalistes révolutionnaires, par exemple, croient que l'on peut conquérir le pouvoir rien que par une grève générale, etc. Mais qui s'oriente sur la perspective révolutionnaire doit reconnaître la nécessité d'un parti discipliné. Bordiga demande : à quoi bon une discipline de fer, d'acier et d'autres matériaux très solides ? Il existe des matériaux plus tendres. Est-ce avec ceux-là que Bordiga veut faire la discipline ? Je pense qu'il est inutile de revenir sur la thèse de la discipline dans le parti.

Les conceptions de Bordiga sur les fractions sont également fausses. Il dit : l'histoire du léninisme est l'histoire des fractions, c'est pourquoi nous suivons cette glorieuse tradition du léninisme et voulons laisser subsister des fractions dans l'IC. Mais c'est précisément une application mécanique à une situation toute différente. Car l'histoire des fractions de Lénine a été l'histoire des fractions au sein d'un parti social-démocrate. Si nous fusionnions avec la II<sup>e</sup> Internationale ou si nous adhérions à la Société des Nations, nous formerions à nouveau une fraction. Mais cette perspective est exclue. Former une fraction dans l'IC et dans un parti menchévik, ce sont des choses bien différentes. Et pourquoi transportez-vous l'expérience russe mécaniquement sans tenir compte de la situation, particulièrement du mouvement communiste dans l'Europe Occidentale ?

#### *LA DEMOCRATIE DANS LES PARTIS*

Quelques mots sur la démocratie dans le Parti. Il existe plusieurs documents dans lesquels la direction de l'IC s'est prononcée pour la démocratie au sein des partis, par exemple dans la fameuse Lettre ouverte ou dans les thèses proposées par Zinoviev. La démocratie intérieure est nécessaire pour attirer au parti des masses nouvelles d'adhérents, pour faire un grand travail d'éducation, pour élever en général le niveau politique et intellectuel de nos partis, pour éviter des frottements dans nos rangs. Pour toutes ces raisons, la démocratie est nécessaire dans le parti. Elle est aussi nécessaire dans les relations entre les sections et l'IC. Le premier parti qui ait proposé cela, à ce que je sache, est le nôtre. Naturellement, on ne peut pas dans ce domaine, transformer tout d'un seul coup. Ce serait stupide.

Quant à la participation des sections nationales à la direction de l'IC, Bordiga dit : Pas de réformes, mais La Révolution. Nous disons : nous devons diriger l'IC tous ensemble. C'est ce que nous proposons. La résolution de notre dernier Congrès dit que nous sommes pour que les chefs de- différents partis participent à la direction de l'IC. Camarade Bordiga, je dois vous dire que ce n'est pas seulement notre faute, mais aussi celle des partis intéressés. On ne voulait pas nous envoyer les meilleurs chefs. Nous l'avons plusieurs fois demandé, mais sans

résultat.

Si nous appliquons la force, on pourra dire que ce n'est pas démocratique. Mais nous voulons quand même nous permettre un acte de violence, et à ce Plénum, puisque nous sommes tous d'accord avec les thèses de Zinoviev, nous voulons exiger que tous les partis contribuent à créer une direction internationale. C'est notre plus ardent désir. Qu'avez-vous à répliquer, camarade Bordiga ? Croyez-vous que nous prenons des décisions de la même façon que Ruth Fischer signe la lettre ouverte ? (*Rires.*)

Je conclus. Je tiens à faire remarquer que, vu la complexité de la situation du mouvement ouvrier et de la situation dans l'IC, il serait faux de dire que nous devons porter nos coups exclusivement à droite ou à gauche. En France, la situation n'est pas la même qu'en Allemagne. Elle est complètement différente dans d'autres pays. Nous devons analyser ce qu'il y a de spécifique dans chaque situation et agir en conséquence. Telle est la véritable méthode marxiste.

Comme Zinoviev l'a indiqué, nous avons [deux ?] points centraux : la France et l'Allemagne. En Allemagne, le principal effort est dirigé dans la lutte contre l'extrême-gauche; en France, contre la droite. Mais cela aussi est relatif. Le danger de droite en France n'interdit pas la possibilité de déviations d'extrême-gauche. De même, en Allemagne, la lutte contre l'extrême-gauche n'exclut la nécessité de combattre la droite. Le tout est de trouver la juste mesure. Pour certains camarades, cette mesure n'existe pas. Mais nous, qui sommes marxistes, nous nous y conformons toujours.

Si nous savons mener une politique juste, nous orienter convenablement, nous surmonterons la crise dans les partis, et notre Internationale, malgré toutes les affirmations de nos ennemis, sortira de cette session encore plus forte. (*Applaudissements enthousiastes, et prolongés.*)

## 2

### 19<sup>e</sup> séance

#### **Rapport de la Commission allemande**

BOUKHARINE : La résolution est ainsi construite : d'abord une analyse de la situation d'ensemble en Allemagne ; la double nature de la crise actuelle : d'une part, la tendance décadente générale de l'industrie allemande ; de l'autre, les tentatives de la bourgeoisie de

combattre cette tendance par une nouvelle base technique, bien que, dans les conditions actuelles, la seconde tendance conduise également à l'aggravation de la situation ; la misère des grandes masses de la classe ouvrière et des grandes couches de la population en général

Sur la base de cette situation spécifique, on remarque que la classe ouvrière allemande évolue à gauche. La résolution signale ce phénomène comme un des faits les plus importants et considère comme certaine une perspective de crises sociales et politiques inévitables provoquées par la situation économique actuelle.

La résolution parle ensuite des tâches générales du Parti. Elle en énumère trois qui sont particulièrement importantes : 1° l'action dans les syndicats ; 2° la tactique du front unique ; 3° l'élaboration de revendications immédiates posées du point de vue de la tactique révolutionnaire, c'est-à-dire en conformité avec le but final du prolétariat révolutionnaire, la révolution.

La résolution analyse ensuite les divers courants dans le Parti. Partant de la tâche la plus importante du Parti, le problème de la conquête des grandes masses, la résolution considère les déviations d'extrême-gauche comme le principal facteur faisant obstacle à la conquête des masses.

La résolution analyse ces déviations et constate la dislocation de l'ancienne extrême-gauche. Elle analyse également les diverses tendances qui se manifestent au sein de cette extrême-gauche. La résolution se prononce ensuite sur les déviations de droite et établit un programme d'action pour le Parti.

Je crois que les travaux de la Commission ont montré qu'une discussion en séance plénière de l'Exécutif est nécessaire. Naturellement, Bordiga est, par principe, contre la résolution. Il déclare être parfaitement d'accord avec l'appréciation de la situation économique et politique d'ensemble en Allemagne, telle qu'elle est donnée par la résolution, et se solidarise avec l'appréciation optimiste de la situation vue du point de vue révolutionnaire. Mais il affirme qu'il n'y a aucun rapport entre la constatation de l'évolution à gauche de la classe ouvrière et la ligne politique, qu'il considère comme une orientation à droite. Je pense que cette remarque n'est pas juste. La résolution pose cette question en rapport avec la perspective de la crise. L'évolution à gauche de la classe ouvrière allemande, la révolutionnarisation, non seulement des ouvriers qui suivent la social-démocratie, mais partiellement aussi de ceux qui se tiennent à l'écart de tous les partis, est-elle un fait ? Dans ce cas, le Parti Communiste doit évidemment réagir. En quoi doit consister cette réaction ? Dans une application juste de la tactique du front unique. La tactique du front unique, à cet égard, est donc complètement justifiée. Qu'y a-t-il qui ne soit pas logique ? Tout se tient, c'est

précisément l'évolution à gauche des ouvriers social-démocrates, qui nous oblige à changer de ton à leur égard, à appliquer comme il convient la tactique du front unique que Bordiga conteste presque en principe. Je constate donc que la conclusion tactique est en accord complet avec la partir analytique de la résolution.

La seconde observation de principe de Bordiga se rapporte à la méthode de l'IC, qui trouve son expression dans la résolution soumise ici. Bordiga s'est élevé contre la méthode consistant à faire de nombreuses citations des discours et écrits des camarades, contre la soi-disant terreur idéologique qui, dit-il, sévit contre les ouvriers de gauche en Allemagne.

Je dois constater que la résolution établit une distinction rigoureuse entre les ouvriers d'extrême-gauche et les déviations qu'incarnent « les chefs d'extrême-gauche ».

La résolution considère précisément comme un devoir important du parti de *persuader* les ouvriers de gauche et il est presque comique, presque ridicule de parler de terreur idéologique.

En ce qui concerne les citations, je pense que Bordiga ne pourra pas nous indiquer un autre moyen pour réfuter l'opinion des camarades. Ceux d'entre nos camarades qui se laissent aller à des déviations ne sont pas sourds-muets. Ils parlent, on imprime leur discours. Nous ne pouvons donc les réfuter sans les citer. Nous ne connaissons pas d'autres méthodes et si Bordiga veut bien nous en indiquer une nouvelle, nous serons très heureux de l'employer.

Bordiga dit que nous devons d'abord étudier à fond les questions et ensuite exprimer notre opinion. C'est parfait. L'étude est, en général, une occupation très utile. Mais il ne faut pas oublier que nous élaborons ici des documents politiques. Nous ne pouvons pas pousser chaque pensée *ad absurdum*. Nous devons mettre en avant l'essentiel, les faits saillants et les soumettre à notre critique. Toute la résolution est écrite de telle façon qu'il apparaît qu'il s'agit en premier lieu de surmonter idéologiquement les déviations. La résolution ne dit pas un seul mot de mesures disciplinaires.

Bordiga a aussi affirmé que la prétendue « terreur idéologique » consiste en ce que, par exemple, nous citons des extraits de Korsch pour montrer qu'il a des opinions anti-bolchévistes, anti-soviétistes, etc... Bordiga prétend que *nous* dissipons ainsi le capital politique, la confiance de la Russie des Soviets et de l'Internationale Communiste auprès de sa classe ouvrière et que ce capital n'est pas illimité. En effet, un capital, selon la façon dont il est employé, peut être dissipé *ou* peut rapporter des intérêts. Je crois que nous sommes plutôt dans le second cas. Jusqu'à présent, notre capital nous a rapporté un bon intérêt. L'expérience est là pour le prouver.

De quoi s'agit-il ? Entre autres de cette affirmation que notre politique syndicale, notre

campagne pour l'unité syndicale internationale est dictée par la politique gouvernementale spécifiquement russe. Bordiga déclare que si nous nommions cela de son vrai nom, nous ferions pour ainsi dire disparaître le capital soviétiste. Mais nous, nous croyons qu'en ne le faisant pas, nous n'accomplirons pas notre devoir qui est de combattre cette déviation réformiste, presque social-démocrate, excessivement dangereuse. De telles opinions ne sont-elles pas anti-léninistes et anti-soviétistes ? Oui, certes.

De telles choses doivent donc être objectivement discutées, ce qui ne veut pas dire qu'il faut étudier les œuvres complètes de Korsch avant de le citer. Cela ne peut convenir à des partis politiques, à des organisations politiques, à l'Internationale Communiste.

Puis nous avons eu une petite divergence avec Meyer sur l'introduction de la résolution. Meyer demandait expressément que l'on place en tête de la résolution la thèse de la stabilisation relative. Cela pouvait, dans la discussion, apparaître comme une petite nuance dans l'appréciation de l'importance de la crise actuelle en Allemagne. Je pense, et toute la Commission était d'accord avec moi, que la théorie de la stabilisation relative est à sa place dans les thèses générales. Dans la résolution allemande, il nous fallait les traits spécifiques du développement en Allemagne. Or, ce qu'il y a de spécifique dans l'économie allemande est précisément l'état de crise, que nous ne considérons pas comme un épisode momentané mais comme une caractéristique pour toute une période en Allemagne. C'est pourquoi la résolution prend comme point de départ cet état de crise, la crise sociale qui en découle, pour en tirer toutes les conséquences.

Nous avons eu aussi une contestation avec Scholem. Ce fut dans le premier projet de résolution, à l'occasion de l'analyse des diverses tendances d'extrême-gauche. Il avait été constaté que le groupe Scholem-Rosenberg s'engageait dans la bonne voie. Mais à la Commission nous avons assisté à une scission du groupe Scholem-Rosenberg-Conrad. Scholem s'est séparé du groupe, Rosenberg et Conrad ont déclaré que, malgré quelques divergences, ils voteront pour la résolution, tandis que Scholem se prononça nettement contre. Voici comment Scholem explique son acte d'héroïsme. Il affirme que toute la résolution est dirigée contre la gauche. Il déclare avoir rompu avec les tendances KAPistes, mais il dit en même temps : « Je serais une canaille si je votais contre mon passé ».

Il me semble que ce n'est pas une preuve de logique, d'action conséquente, de la part de Scholem.

Camarade Scholem, vous avez tout d'abord reconnu avoir commis des fautes. Si toutes ces fautes ont été commises, elles appartiennent à votre passé. Si vous rompez avec vos fautes, vous vous dressez évidemment contre votre passé. Or, vous affirmez que vous seriez

une canaille en votant contre votre propre passé. Dans ce cas — pardonnez-moi, car ce sont vos propres paroles — vous êtes un petit peu une canaille de votre point de vue.

Nous avons constaté avec satisfaction que Rosenberg et Conrad (Conrad est un militant de Berlin très écouté des masses ouvrières) se sont déclarés pour la résolution.

Nous avons eu encore d'autres déclarations. Une des plus importantes fut celle d'Uhrbans. Il s'est définitivement rallié au groupe Ruth Fischer. Il nous déclara qu'il voterait contre la résolution, et ses arguments furent les suivants : « La résolution est uniquement écrite contre la gauche ; la droite, semble-t-il, vient au pouvoir. Quant à la ligne politique, elle est, dans la résolution, confuse, trouble : la résolution préconise seulement la lutte contre les éléments de gauche. » Ensuite, vient la revendication du Congrès de concentration, de toutes sortes de libertés dans le Parti, etc... Je ne suis pas en état de polémiser contre de telles observations, car elles ne sont pas fondées.

*Je ne vois pas en quoi la ligne politique de la résolution est confuse. Elle me semble au contraire, très claire. Comment peut-on dire qu'elle ne préconise que la lutte contre les éléments de gauche, alors qu'elle propose ouvertement la collaboration de tous les groupements, y compris ceux de gauche, sur la base d'une certaine ligne politique ? Comment peut-on dire que l'on préconise la lutte contre tous les éléments de gauche, alors qu'il existe un terrain juste pour Rosenberg et Conrad ? Les observations d'Uhrbans ne pourraient avoir une apparence de vérité [qu']en admettant qu'Uhrbans lui-même et le groupe Ruth Fischer incarnent tous les éléments de gauche, ce qui serait une prétention assez injustifiée.*

Meyer se plaignit ensuite que la résolution ne traite pas comme il faut son groupe. Il posa sans cesse avec insistance, cette question : que veut-on, décidément du groupe Meyer ? Comment peut-il faire de nouveaux pas pour se rapprocher de la Centrale ? On répondit à Meyer que ces nouveaux pas consisteront précisément à reconnaître comme un devoir de combattre le danger de droite, précisément parce que ce groupe était autrefois lié avec la droite et a gardé une certaine tradition.

Telles sont les plus importantes remarques à faire sur les travaux de la Commission. Nous avons adopté quelques corrections qui ne portent pas sur les principes. Dans l'ensemble, la résolution fut adoptée par tous les membres de la Commission. à l'exception des déclarations d'Uhrbans, Engel, Bordiga et Scholem

Au nom de la Commission je prie les camarades qui sont contre la résolution ou qui ont certains doutes sur divers points, de venir ouvertement s'expliquer à la tribune de l'Exécutif et de faire leurs propositions. J'estime que la discussion en séance plénière sera utile à tout le mouvement. La question allemande est exceptionnellement importante. Le Parti

allemand est l'une de nos plus importantes sections. Les problèmes du mouvement en Allemagne sont riches d'enseignements pour tous les autres partis communistes.

C'est pourquoi la Commission recommande une discussion franche en séance plénière de l'Exécutif. (*Applaudissements.*)

### 3

### 20<sup>e</sup> séance

### **Discours de clôture de Boukharine**

Je veux d'abord faire quelques remarques. Bordiga a parlé à plusieurs reprises d'une prétendue « terreur idéologique » dans l'Internationale. Nous avons vu hier ce qui en est en réalité de cette terreur. Diverses plateformes ont été exposées ici, des déclarations ont été lues, tous les groupements se sont prononcés. J'ignore s'il peut y avoir une liberté d'opinion plus grande. Des attaques démonstratives ont été tentées par les divers groupes et sous-groupes du Parti allemand. Leur objectif était de provoquer l'apparence d'une crise dans l'Internationale. Mais nous ne devons pas nous laisser effrayer par ces appâts. En réalité il y a une disproportion entre les longs discours tenus ici et le rapport réel de forces dans chaque parti. Il serait donc ridicule de parler d'une crise dans l'IC, en particulier en ce qui touche le Parti allemand. Une autre illustration de cette terreur nous est donnée par le Comité Central allemand. Le CC du PCA. avait ici une représentation parfaitement homogène. Mais, pour éclairer les questions litigieuses, il a donné à tous les groupes et sous-groupes la possibilité d'être représentés ici afin de prouver que le CC du PCA n'a pas peur de discuter ouvertement les questions litigieuses devant l'Exécutif Elargi.

Bordiga a posé à plusieurs reprises le problème de la démocratie communiste, sur un plan national et international. Il est superflu de s'étendre longtemps à ce sujet. Aussi bien dans les thèses de Zinoviev que dans une résolution spéciale, nous avons proclamé une orientation vers la démocratie au sein des partis, ainsi que dans les rapports des partis et l'Internationale Communiste. Cette orientation, nous devons la suivre encore plus fermement. Je dois remarquer que nous concevons la démocratie communiste un peu différemment que Bordiga et quelques autres camarades Scholem entre autres. Quand on nous propose de tout annuler et de convoquer un Congrès de concentration où chaque groupe exprimera son opinion et où un

nouveau Comité Central sera élu, cela prouve que les camarades qui font cette proposition ne comprennent pas le problème de la continuité de la direction. Bordiga s'imagine qu'il est possible de n'avoir à un moment donné, ni direction du Parti, ni appareil, ni fonctions ; que l'on peut faire table rase pour reconstruire l'histoire de fond en comble ; que de cette rencontre chaotique des forces fractionnistes peut sortir un véritable Congrès et un véritable Comité Central. Devant cette nouvelle Centrale, Bordiga reposera le problème : pas d'appareil du Parti, etc...., et ainsi de suite. Une telle position est inadmissible et contredit la conception léniniste.

Bordiga et quelques camarades de l'opposition allemande poursuivent une discussion permanente — sur la possibilité de la discussion — mais ne veulent aucune discussion véritable. Ainsi Bordiga, après mes déclarations à la Commission allemande sur Korsch et la lettre [de] Ruth Fischer, affirma qu'il faut d'abord étudier la question et ensuite la discuter sérieusement. Mais pourquoi ne discutez-vous pas, pourquoi ne dites-vous pas que les citations sont fausses, qu'elles sont falsifiées, ou bien que les camarades qui ont dit ceci ou cela se sont trompés ? Nous disons que Korsch a manifesté des tendances liquidatrices en parlant de l'impérialisme rouge. Il exprime ainsi l'influence bourgeoise sur le prolétariat. De même pour les diverses déclarations de Ruth Fischer. Il faut discuter concrètement avec nous pour savoir qui de nous a raison. Mais il vous est plus commode de discuter sur la possibilité de la discussion. Nous ne sommes nullement intéressés à une telle discussion abstraite, vide de contenu.

Comment pouvons-nous combattre les opinions erronées ? Je pense que c'est par des citations. Si d'autres moyens n'existent pas, nous devons tout employer pour démontrer que les camarades en question se trompent. Les camarades [se] plaignent que ce qu'ils ont écrit dans une lettre est séparé du contexte. On peut parfois n'écrire qu'une phrase ou un mot, mais si cette phrase ou ce mot sont inexacts, il faut les combattre. On ne peut le faire autrement que par les citations. Il est remarquable que ni Bordiga ni les autres camarades n'ont dit un seul mot sur le contenu matériel de ces citations ; cela prouve que c'est nous qui défendons la démocratie véritable dans l'Internationale Communiste. Nous proposons une discussion ouverte sur cette question, et cela est une partie essentielle de la démocratie. Si vous vous dérobez à la discussion en taisant votre opinion sur le contenu matériel de ces choses, c'est donc que vous êtes en réalité contre la discussion. De la même façon, Bordiga pose inexactement la question de la lutte contre la droite. Cette façon d'aborder la question est conforme à sa mentalité. Il se meut exclusivement dans le monde des abstractions et dès qu'il s'agit d'une chose concrète, il s'enfuit à toute vitesse de ce monde terrestre. Ce qui est ridicule,

ce n'est pas de donner aux dangers de droite des adresses géographiquement précisée : Paris, Hambourg, Berlin, etc... ; mais, tout au contraire, d'effacer d'un trait Paris, Hambourg et Berlin et de vouloir ainsi combattre la droite. Les camarades de l'extrême-gauche allemande veulent utiliser mesquinement pour leurs buts de fraction la discussion dans le Parti russe en déclarant ici qu'ils sont pour les thèses de Zinoviev, mais contre les thèses sur la question allemande, bien que tous les camarades ici présents savent que toute la délégation russe a unanimement approuvé les thèses de Zinoviev et la résolution de la Commission allemande. Est-ce une ligne politique sincère de la part des camarades extrême-gauchistes d'Allemagne ? Je pense que c'était un jeu, et, je dois le dire, un jeu pas précisément honnête. Dans une séance commune des délégations russe et française, la délégation russe présenta unanimement une déclaration condamnant, dans les termes les plus vifs, l'utilisation des divergences russes pour des buts fractionnistes.

En ce qui concerne la vie du Parti allemand, nul ne peut nier, qu'après la réception de la lettre ouverte, un certain changement ne se soit fait remarquer au sein de notre parti frère.

A quel point l'extrême-gauche est « principielle », nous le voyons dans leur attitude envers la lettre ouverte. Ainsi, Hansen déclare : « J'étais pour la lettre ouverte, je l'ai appliquée dans le Parti norvégien. » Dieu soit loué !

Scholem déclare qu'il vote contre la résolution parce qu'elle est la continuation de la lettre ouverte.

Ruth Fischer était pour la lettre ouverte, mais elle est contre la résolution.

Scholem prétend que la lettre ouverte a livré le Parti à la droite. Du point de vue de Scholem, Ruth Fischer a donc livré la classe ouvrière allemande à la droite.

La déclaration d'Engel est vraiment singulière. Il affirme : « Je suis parfaitement solidaire avec la ligne générale de la déclaration Ruth Fischer-Urbahns. » Quelques mots plus loin, il repousse résolument la lettre ouverte. Celle-ci est-elle donc un document si insignifiant ? Il s'occupe pourtant des questions les plus importantes de la politique allemande. Engel repousse la lettre ouverte, mais, d'autre part, il est d'accord avec les lignes fondamentales de la déclaration d'Urbahns, bien que le pivot de cette déclaration soit la reconnaissance de la lettre ouverte.

Nous lisons dans la déclaration d'Urbahns :

*« Les difficultés de la situation présente ont, en partie, renforcé les courants d'extrême-gauche et ont facilité le jeu des liquidateurs déclarés, tels que Katz. »*

Je le demande, s'il y a des liquidateurs déclarés, où sont les liquidateurs non déclarés ? (A une interruption de Ruth Fischer, il répond : « Camarade Ruth, je vais vous passer un peu

le miroir. »)

Donc Ruth et Urbahns disent : « Katz est un liquidateur déclaré. » Par contre, Engel, solidaire avec la déclaration d'Urbahns, affirme :

*« Quant au cas Katz, je déclare que la Centrale, par son attitude entièrement fautive à l'égard des communistes de gauche, en porte la principale responsabilité. »*

Ruth et Urbahns disent que la grosse faute de la gauche est de ne pas avoir rompu immédiatement avec les tendances KAPistes, et que ce n'est pas en cela que consiste [ ?]

*« Sur la question de l'extrême-gauche. je déclare qu'il existe bien, dans le Parti, des tendances KAPistes, mais que les camarades d'extrême-gauche sont des communistes et des révolutionnaires honnêtes »*

C'est juste du point de vue moral. Mais nous posons la question du point de vue politique.

Nous voyons donc dans l'extrême-gauche un chaos absolu. Une déclaration contredit l'autre ; une phrase, la suivante. Dans sa seconde déclaration, Scholem se contredit lui-même. Il affirme qu'il n'y a jamais eu des tendances KAPistes, et que ce n'est pas en cela que consiste sa faute. Puis, ensuite, il énonce cette thèse de la façon suivante :

*« La faute que j'ai commise est de n'avoir pas rompu immédiatement, après les débats sur la lettre ouverte, tout lien apparent ou réel avec des gens tels que Katz. »*

Dans la même page de son sténogramme, il parle de sa conception politique qu'il n'a jamais reniée. A vrai dire, je ne comprends pas : votre première thèse est que vous n'avez jamais eu des tendances KAPistes, votre seconde thèse est d'avoir été près des gens tels que Katz. Vous dites : « Liens apparents ou réels avec des gens tels que Katz » En quoi consistent ces liens ? Est-ce que Scholem habitait par hasard sous le même toit que Katz, qu'il se promenait avec lui « Unter den Linden » ; cela ne nous regarde pas. Il serait bête d'en parler dans une discussion politique. Il ne s'agit que de liens politiques de Scholem avec Katz, ce qui veut dire qu'il avait des tendances KAPistes.

Ensuite, Scholem explique que les tendances KAPistes sont vraiment dangereuses, mais il dit en même temps : « Ma conception politique reste la même. »

Naturellement, il ne s'agit pas seulement de la logique de Scholem, mais d'une sorte de manœuvre politique, de l'évolution de Scholem depuis le début de l'Exécutif Elargi jusqu'à la séance d'aujourd'hui. Ces camarades n'ont pas le courage de défendre ouvertement leur point de vue, de chercher les faits politiques véritables, ils n'ont même pas le courage de reconnaître leurs fautes. Sous la pression de toute l'Internationale, ils sentent qu'il y a en eux quelque chose de pourri et ils pirouettent maladroitement. Si nous analysons la nouvelle

extrême-gauche qui va d'Urbahns à Engel, nous constatons qu'il existe une contradiction complète entre les diverses parties constituant de ce groupement. Bien plus, nous trouvons de tels chefs-d'œuvre où le même camarade se contredit lui-même. C'est l'expression de la disparité idéologique de l'extrême-gauche. Et ce groupe croit pouvoir sauver l'Internationale Communiste du « marais opportuniste » ?

Quant à la plateforme d'Urbahns, Ruth Fischer et autres, j'affirme que ce qu'elle contient de juste est tiré de nos thèses ; tout ce qui n'est pas tiré de là est politiquement faux. Ruth Fischer a prétendu que dans notre résolution, tout est confus et que les questions politiques les plus brûlantes ne sont pas touchées. La plus grosse lacune de notre résolution serait de ne pas toucher la question du gouvernement prussien et de la politique saxonne. Nous sommes prêts à adjoindre aux thèses un paragraphe sur la politique en Saxe. Mais voyons comment les camarades résolvent ce problème qu'ils estiment si important :

*« La liaison des actions parlementaires avec le travail de masse, en portant notre principal effort dans l'action parmi les masses, tout en sachant profiter d'une situation telle qu'elle est en Prusse, en Saxe, dans la municipalité de Berlin pour montrer pratiquement aux grandes masses ouvrières la nécessité de rompre avec la politique de coalition du Comité Central de la social-démocratie. »*

Rien de plus. Ce n'est rien d'autre qu'une platitude, une phrase grossière.

Quant au reste, il suffit de comparer notre résolution avec celle d'Urbahns. Nous voyons que cette dernière est copiée de la notre. Le groupe Ruth Fischer-Urbahns a seulement oublié de recopier la lettre de Ruth Fischer. Il serait bon de montrer aux ouvriers allemands ce qu'il y a dans les thèses et les commérages de la lettre, afin qu'ils puissent comparer. Par exemple, la déclaration de sympathie pour la Russie des Soviets, dans les thèses, et la déclaration sur la Russie réduite en pièces, dans la lettre. Le discours sur la fidélité à l'Internationale dans les thèses et le bavardage sur l'Internationale presque en ruines dans la lettre. On reconnaît alors l'absence de tout principe de ce groupe.

J'ai déjà dit, dans mon premier discours, qu'il ne faut pas oublier que nous avons commencé la tactique du front unique en épurant l'Internationale des éléments de droite. Urbahns a voulu exposer une théorie selon laquelle les dangers de droite deviennent de plus en plus menaçants au cours de la stabilisation et qu'il faut, par conséquent, les combattre avec les plus grands efforts. Je poserai la question autrement. Je prends, par exemple le cas de 1923. Quel danger était alors plus menaçant : celui de droite ou celui de gauche ? Evidemment, celui de droite, et c'est lui que nous avons combattu. On ne peut donc pas faire la déduction générale que dans une situation révolutionnaire les dangers de droite soient plus

petits et que, dans une période de stabilisation, ils soient plus grands que ceux de gauche. Dans tous les pays, cela dépend des facteurs les plus variés, et notre devoir est d'analyser concrètement les divers pays et les diverses situations. Dans la situation révolutionnaire de 1923, en Allemagne, le danger de droite était le plus grand. Mais, maintenant, au moment de la stabilisation relative, le danger d'extrême-gauche est plus grand. Dans cette même période de stabilisation, le danger de droite est plus menaçant en France.

Pourquoi, en Allemagne, le danger de droite n'est-il pas aussi redoutable que celui d'extrême-gauche ? Parce que, dans la période qui précéda, la droite a été entièrement battue. En quoi la gauche a sa part de mérites. Je suis parfaitement d'avis qu'il est inadmissible de biffer tout le passé de la gauche d'un gros trait noir. Mais c'est précisément parce que toute la gauche a battu alors la droite, que le danger d'extrême-gauche est maintenant plus grand. Et si les Camarades d'extrême-gauche disent maintenant que le danger de droite est le plus grand en Allemagne, ils contestent ainsi les mérites de la gauche. En France, la situation est tout autre. La droite n'a jamais été battue, comme en Allemagne. Nous arrivons maintenant à une situation où la droite sera également battue.

Mais l'extrême-gauche ne veut pas d'analyse concrète, elle se contente de crier que le Parti est livré à la droite. Le plus dangereux pour tous les partis est précisément que l'on opère avec des paroles vides, sans leur donner un contenu concret.

On nous accuse d'exiger le sang des ouvriers d'extrême-gauche. Je pense qu'il faut en finir avec de tels discours. Pourquoi propagez-vous le bruit que nous voulons repousser ces camarades ? N'ayant pas d'argument politique, vous avez recours à la démagogie. L'Internationale Communiste et la direction du Parti allemand considèrent comme un de leurs plus grands devoirs de persuader les ouvriers d'extrême-gauche. Ce devoir ne pourra être rempli que par une impitoyable lutte idéologique contre les déviations extrême-gauchistes. Nous comprenons la valeur des ouvriers d'extrême-gauche, mais nous ne sommes pas des démagogues, nous ne voulons pas gagner les ouvriers en faisant des concessions à leurs préjugés, mais, au contraire, en élevant le niveau politique de ces masses. Voilà le devoir de chaque parti aspirant à être véritablement le conducteur de la classe ouvrière. Les leaders dans le genre de Ruth Fischer ne le comprennent pas. Ils ont souvent déclaré : c'est par crainte du danger de droite que nous avons fait telle chose ; mais ils ne disent rien de leur ligne de principe. Il en est de même de la collaboration de la nouvelle fraction d'extrême-gauche. Elle n'a pas de ligne politique, bien que, pour un militant révolutionnaire, la ligne politique soit l'essentiel.

Au point de vue organisation, Ruth Fischer est apparue comme la plus grande

démocrate du monde. Mais nous savons quelle est sa démocratie. Elle-même a reconnu ses vertus démocratiques en signant la lettre ouverte. Et après ? Où étaient ses vertus démocratiques ? Est-ce dans le double jeu avec les lettres ?

Quant au côté moral de l'affaire, je suis personnellement d'accord avec Staline qui déclare n'avoir pas un atome de confiance envers Ruth Fischer. A cet égard, nous avons l'expérience pour nous. Staline n'a-t-il pas raison de le dire ouvertement ? Ou bien devait-il faire une comptabilité en partie double, à la manière de Ruth Fischer ? Que voulez-vous, vous avez posé la question de confiance, et Staline y a répondu comme il convient.

Permettez-moi quelques mots sur la direction actuelle. Dans leurs discours, Urbahns, Ruth Fischer et consorts affirment que la direction actuelle conduit le parti à la ruine. Ces camarades spéculent sur cette affirmation. Mais n'oublions pas que sous la domination de Ruth Fischer, nous n'avons subi que des échecs. Que dit, par exemple, Scholem, adversaire du Comité central, sur la situation actuelle en Allemagne ? Voici ce qu'il disait dans une des premières séances de l'Exécutif.

*« Il s'agit de ceci, que pour la première fois depuis longtemps, pour la première fois, je crois, depuis que le PCA existe, un grand mouvement de masse est développé par le Parti communiste et sera conduit par lui. »*

Un Comité Central veut être jugé en premier lieu par ses succès et ses échecs. Et si un adversaire du Comité Central actuel prononce de telles paroles, cela suffit pour affirmer que le bilan est positif.

Quelle est la stratégie des camarades en question ? Ils combattent précisément cette Centrale qui, d'après leurs propres paroles, est pour la première fois dans l'histoire, la conductrice du peuple, du prolétariat dans la lutte. Ce qui signifie qu'ils sont une entrave à l'action de la Centrale pour la conquête des masses. Si nous comparons l'incurie de la Centrale Ruth Fischer avec les succès reconnus de la Centrale actuelle, la conclusion apparaît évidente. L'Internationale Communiste doit soutenir la Centrale actuelle par tous les moyens, même dans la lutte contre les possibilités de freinage.

Peut-on dire que le Comité Central actuel est un idéal ? Non, il a encore beaucoup de défauts quant à la préparation idéologique, quant à la grande politique, à l'action syndicale, à la propagande ; Il n'applique pas encore d'une façon assez conséquente la démocratie dans le parti, etc... Mais nous sommes des marxistes ; comme le disait Thaelmann, nous devons voir les choses dans leur « processus ». Le processus, la dynamique du développement est telle que nous avons maintenant dans le parti une situation qui ne peut être comparée avec celle du temps de la Centrale de Ruth Fischer. En ce qui concerne le rôle dirigeant du Parti à l'égard

du prolétariat, d'après les paroles mêmes de Scholem, nous avons une situation qui ne s'est encore jamais présentée dans l'histoire du Parti communiste. Peut-être est-ce une exagération ? Mais nous demandons : veulent-ils soutenir cette Centrale ou non ? Non, ils ne le veulent pas. Ce serait encore un bonheur si l'opposition allemande conduisait son travail fractionniste d'après une certaine politique. Mais cette ligne politique n'existe pas. Je pense que le Comité Central et l'Internationale Communiste voient parfaitement les tâches qui se posent devant le Parti communiste allemand. L'IC soutient le Comité de l'Internationale Communiste. Nous soutiendrons ce Comité Central dans la lutte contre toutes les déviations dangereuses, contre celles de droite, contre celles d'extrême-gauche, contre les groupements sans principe, contre le groupement Ruth Fischer (*Vifs applaudissements.*)

Après le discours de clôture de Boukharine, le projet de résolution de la Commission allemande est voté par tous les délégués, contre les voix de Bordiga et de Hansen. Au cours de la discussion, Urbahns, Ruth Fischer, Scholem, Maslovski et Engel, qui ont assisté aux débats avec voix consultative, déclarent qu'ils auraient voté contre la résolution s'ils avaient eu voix délibérative.